

ÉTATS
FINANCIERS
1997 - 1998

E N S E M B L E



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

États financiers

31 mars 1998

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS 2

ÉTATS FINANCIERS

État des résultats et des excédents cumulés 3 à 5

Avoir en immobilisations 6

Bilan 7 et 8

Évolution des liquidités 9

Notes complémentaires 10 à 12



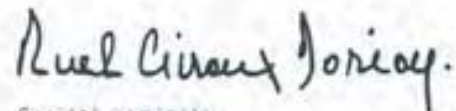
Rapport des vérificateurs

Aux membres de la Fédération des commissions scolaires du Québec,

Nous avons vérifié le bilan de la Fédération des commissions scolaires du Québec au 31 mars 1998 et les états des résultats et des excédents cumulés, de l'avoir en immobilisations et de l'évolution des liquidités de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états incombe à la direction de la Fédération. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Fédération au 31 mars 1998 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.



Société nominale

Comptables agréés

Québec

Le 9 avril 1998

**État des résultats
et des excédents cumulés
Exercice terminé le 31 mars 1998**

	1998		1997
	Reel	Budget	Reel
	\$	\$	\$
PRODUITS			
Cotisations	3 325 807	3 325 800	3 657 145
Contrats de service	15 310	15 300	16 887
Intérêts gagnés et autres produits	70 580	65 000	63 645
Coordination des régions	92 967	125 000	
	<u>3 504 664</u>	<u>3 531 100</u>	<u>3 737 677</u>
Services rendus, subventions et autrement financés			
Magazine, bulletin express <i>Commissaires d'écoles</i> et revue <i>Gestion des ressources humaines</i> <i>en milieu scolaire</i>	26 500	19 700	26 500
Services-conseils aux membres, relations du travail et affaires juridiques, santé et sécurité du travail, support à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	282 958	334 100	293 230
Service des ressources matérielles	204 409	243 400	325 302
Congrès	256 726	280 500	
	<u>770 593</u>	<u>877 700</u>	<u>645 032</u>
	<u>4 275 257</u>	<u>4 408 800</u>	<u>4 382 709</u>
CHARGES			
Assemblées générales	40 909	50 000	66 977
Conseil d'administration			
Conseil d'administration et comités	142 905	175 100	168 240
Régions	370 389	378 400	266 758
Bureau de direction	47 323	39 800	42 804
À reporter	601 526	643 300	544 779

	1998		1997
	Réel	Budget	Réel
	\$	\$	\$
REPORTÉS	601 526	643 300	544 779
CHARGES (suite)			
Présidence et vice-présidences	107 942	108 200	105 188
Priorité et dossiers majeurs	33 956	39 000	58 037
Direction générale			
Direction	185 311	187 300	185 043
Recherche et développement	82 401	81 900	84 273
Affaires publiques	127 490	125 300	165 914
Activités administratives et éducatives	208 268	209 200	288 005
Secrétariat général			
Direction	180 698	178 900	171 904
Secteur juridique	87 858	84 600	186 289
Communications et imprimerie	341 431	381 100	360 601
Services téléphoniques, documentation et archives	103 559	119 500	141 989
Coordination et développement des régions	86 384	80 000	78 936
Direction des relations du travail			
Direction	168 601	168 800	169 089
Relations du travail et conditions de travail	441 819	443 600	504 548
Ressources informatiques, financières et matérielles	374 741	331 700	332 795
Gestion des ressources humaines	237 248	207 900	223 822
Siège social	144 736	140 800	146 397
Réparations majeures			20 000
	3 513 969	3 531 100	3 767 609

	1998		1997
	Reel	Budget	Reel
	\$	\$	\$
CHARGES (suite)			
Services rendus, subventions et autrement financés			
Magazine, bulletin express <i>Commissaires d'écoles</i> et revue <i>Gestion des ressources humaines en milieu scolaire</i>	36 926	19 700	16 154
Services-conseils aux membres, relations du travail et affaires juridiques; santé et sécurité du travail, support à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	294 643	334 100	259 218
Service des ressources matérielles	204 409	243 400	325 302
Congrès	183 789	280 500	
	719 767	877 700	600 674
	4 233 736	4 408 800	4 368 283
RESULTAT NET	41 521		14 426
EXCÉDENTS CUMULÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	316 855		302 429
EXCÉDENTS CUMULÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	358 376		316 855

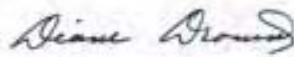
Avoir en Immobilisations Exercice terminé le 31 mars 1998


	1998	1997
	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	731 253	800 958
APPORTS À MÊME LES REVENUS		
Acquisition d'immobilisations	192 307	148 607
Remboursement de la dette à long terme	23 286	3 731
Diminution (augmentation) de la provision pour charges en immobilisations	84 511	(35 910)
	300 104	116 428
DÉDUIRE		
Amortissement de l'exercice	119 204	113 267
Radiation de la valeur nette d'immobilisations pour cause de disposition ou de désuétude	44 803	72 866
	164 007	186 133
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	867 350	731 253

Bilan
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
ACTIF A COURT TERME	\$	\$
Encaisse	156 224	239 406
Placements temporaires	1 500 000	1 050 000
Débiteurs (note 3)	200 061	110 922
Frais payés à l'avance	11 053	2 069
	1 867 338	1 402 397
IMMOBILISATIONS (note 4)	1 405 816	1 377 515
CHARGES EN IMMOBILISATIONS REPORTEES		84 511
	3 273 154	2 864 423

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


Diane Drouin, présidente


Gilles Taillon, directeur général

	1998	1997
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	881 628	565 531
Revenus reportés (note 5)	387 151	364 338
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 6)	24 907	23 286
	1 293 686	953 155
DETTE À LONG TERME (note 6)	22 076	46 983
PROVISION POUR CHARGES EN IMMOBILISATIONS		84 511
	1 315 762	1 084 649
VALEUR NETTE		
Excédents cumulés	358 376	316 855
Excédents réservés (note 7)	240 000	240 000
Avoir en immobilisations	867 350	731 253
Excédent de la valeur d'expertise du terrain et du bâtiment sur le coût	491 666	491 666
	1 957 392	1 779 774
	3 273 154	2 864 423

Évolution des liquidités Exercice terminé le 31 mars 1998

	1998	1997
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net	41 521	14 426
Dépenses en capital		
Acquisition d'immobilisations	188 275	78 338
Réserve pour réparations majeures		20 000
	229 796	112 764
Variation nette des éléments d'actif et de passif à court terme autres que l'encaisse et les placements temporaires	240 787	75 075
	470 583	187 839
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme		74 000
Remboursement de la dette à long terme	(23 286)	(3 731)
	(23 286)	70 269
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(80 479)	(114 247)
	366 818	143 861
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS		
	1 289 406	1 145 545
LIQUIDITÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE		
	1 656 224	1 289 406
LIQUIDITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE		
Les liquidités sont constituées de l'encaisse et des placements temporaires.		

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 1998

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Fédération, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constituée en corporation en vertu de la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires du Québec, telle que modifiée en décembre 1997. La Loi permet à la Fédération d'accepter comme membre toute commission scolaire sans référence au statut confessionnel ou linguistique. La Fédération a pour but de promouvoir les intérêts de l'éducation à titre de mandataire de l'ensemble des commissions scolaires du Québec.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Immobilisations

Le terrain et le bâtiment ont été réévalués et sont présentés au bilan à la valeur marchande établie par Diamant & Associés International inc. en date du 1^{er} mars 1982. Les additions subséquentes sont comptabilisées au coût. Aucun amortissement n'a été calculé sur le bâtiment depuis la date de la première évaluation d'expertise le 31 juillet 1975.

Le mobilier, l'équipement informatique, les logiciels et les autres équipements sont inscrits au coût. Les additions de l'exercice payées comptant, imputées comme dépenses aux opérations au moment de leur acquisition, ainsi que les additions financées dont les versements de capital, imputées comme dépenses aux opérations lors de leur paiement, sont rétablies à l'actif par un crédit à l'avoir en immobilisations.

L'amortissement de l'exercice, calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 %, est imputé à l'avoir en immobilisations plutôt qu'aux opérations.

3. DÉBITEURS

	1998	1997
Les débiteurs comprennent les montants suivants :	\$	\$
• commissions scolaires et autres;	186 829	82 849
• plan d'acquisition d'équipement informatique par les employés;	13 232	24 712
• taxe sur les produits et services et taxe de vente du Québec		3 361
	200 061	110 922

Évolution des liquidités

Exercice terminé le 31 mars 1998

4. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	
			1998	1997
	\$	\$	\$	\$
Terrain	301 000	-	301 000	301 000
Bâtiment	628 000	-	628 000	628 000
Mobilier, équipement informatique, logiciels et autres équipements	1 280 970	804 154	476 816	448 515
	<u>2 209 970</u>	<u>804 154</u>	<u>1 405 816</u>	<u>1 377 515</u>

5. REVENUS REPORTÉS

Une partie des revenus relatifs aux activités ci-dessous est reportée et servira à les poursuivre au cours de l'exercice suivant.

	1998	1997
	\$	\$
Service des ressources matérielles	280 042	272 340
Support à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	70 368	75 550
Congrès 1997		15 448
Programme ordinateurs à l'école	36 741	
	<u>387 151</u>	<u>364 338</u>

6. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
	\$	\$
Emprunts, remboursables par versements mensuels de 2 276 \$ incluant les intérêts variables au taux de base plus 2 %, échéant le 20 février 2000, garantis par de l'équipement informatique	46 983	70 269
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	24 907	23 286
	<u>22 076</u>	<u>46 983</u>

Les versements en capital sur la dette à long terme à effectuer au cours des deux prochains exercices, sont les suivants : 1999, 24 907 \$; 2000, 22 076 \$.

7. EXCÉDENTS RÉSERVÉS

Une partie des excédents cumulés fut réservée :

	1998	1997
	\$	\$
<ul style="list-style-type: none"> • afin de protéger la Fédération contre toute baisse soudaine ou progressive des résultats de ses opérations; 	200 000	200 000
<ul style="list-style-type: none"> • construction éventuelle d'une rampe d'accès pour handicapés. 	40 000	40 000
	<u>240 000</u>	<u>240 000</u>

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 1997 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice de 1998.

9. ÉVENTUALITÉ

Au cours de l'exercice 1996-1997, une poursuite de 215 810 \$ a été intentée contre la Fédération par un fournisseur qui allègue avoir subi des dommages à la suite de la non-acceptation de son offre de service. La Fédération, par le biais de ses assureurs, conteste cette réclamation en Cour supérieure (chambre civile).

10. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La Fédération s'est engagée envers un membre du personnel à lui verser une indemnité de séparation de 69 197 \$ afin de mettre fin, à compter du 30 juin 1998, au contrat de travail le liant à la Fédération.